



SHIVAYA INFO



L'Informateur

USA : Le GSA prévoit de vendre des centaines de bâtiments fédéraux, y compris des bureaux de sénateurs américains.



Par **qactusinfos** le 12 février 2025





Le GSA prévoit de vendre des centaines de bâtiments fédéraux, y compris des bureaux de sénateurs américains.

Publié le 12.2.2025 à 22h04 - Par Isabelle Moreau - Temps de lecture mn

La *General Services Administration* ([GSA](#)), l'agence fédérale chargée de gérer les bâtiments et les technologies du gouvernement américain, prévoit de vendre plus de 500 bâtiments publics à travers le pays. Parmi ces propriétés figurent des immeubles abritant des agences gouvernementales et même les bureaux de sénateurs américains, selon certaines sources d'informations.

Cette décision s'inscrit dans une stratégie visant à réduire de moitié le parc immobilier fédéral et à diminuer de 70 % le nombre de bâtiments détenus par l'État. L'objectif affiché est de se concentrer sur les propriétés dites « essentielles » (*core assets*), comme les palais de justice fédéraux ou les postes frontaliers, tout en se débarrassant des bâtiments « non essentiels » (*non-core assets*). Ces derniers, jugés obsolètes ou sous-utilisés, seront vendus et leurs occupants relogés dans des locaux loués au secteur privé.



Parmi les bâtiments concernés par cette vente massive figurent des édifices emblématiques, tels que le *John C. Kluczynski Federal Building* à Chicago, conçu par l'architecte Ludwig Mies van der Rohe et abritant des bureaux du Département du Travail, de la DEA, de l'IRS, ainsi que ceux des sénateurs démocrates Tammy Duckworth et Dick Durbin. Le *John F. Kennedy Federal Building* à Boston, qui héberge les bureaux des sénateurs Elizabeth Warren et Edward Markey, est également sur la liste des propriétés à vendre.

Cette initiative, présentée comme une modernisation nécessaire, suscite des inquiétudes. D'une part, elle intervient dans un contexte où le marché immobilier commercial (*Commercial Real Estate, CRE*) est déjà fragilisé par la pandémie de covid-19 et la généralisation du télétravail. La mise en vente de centaines de bâtiments supplémentaires pourrait aggraver cette instabilité, notamment dans les centres-villes déjà en difficulté.

D'autre part, la GSA, dirigée à ses plus hauts niveaux par des proches d'Elon Musk, fait l'objet de critiques. Parmi les nouveaux arrivants figurent Nicole Hollander, ancienne employée de X (anciennement Twitter), et Thomas Shedd, ex-ingénieur chez Tesla, désormais directeur des services de transformation technologique au sein de la GSA. Ces nominations, ainsi que l'accès accordé à de jeunes ingénieurs issus des entreprises de Musk, soulèvent des questions sur l'influence du secteur privé dans la gestion des biens publics.

Dans un communiqué, la GSA justifie cette stratégie par la nécessité de réduire les coûts de maintenance, de soutenir le retour au bureau des employés fédéraux et de favoriser des partenariats public-privé pour gérer « la main-d'œuvre du futur ». Thomas Shedd a également expliqué lors d'une réunion interne que l'objectif était de remplacer les vieux bâtiments par des locaux modernes et flexibles, mieux adaptés aux besoins actuels.



SHIVAYA INFO



Cependant, cette démarche n'est pas sans risques. En 2023, la GSA n'avait cédé que cinq bâtiments, un chiffre bien en deçà des ambitions actuelles. La vente massive de propriétés fédérales pourrait non seulement perturber le marché immobilier, mais aussi soulever des questions sur la préservation du patrimoine architectural et l'accès des agences gouvernementales à des espaces adaptés.

Alors que la GSA n'a pas répondu aux demandes de commentaires, cette initiative marque un tournant dans la gestion des biens immobiliers fédéraux, avec des implications potentielles pour les employés gouvernementaux, les villes concernées et l'économie dans son ensemble.